


# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti

Articles R.1334-29-7, R.1334-14, R.1334-15 et 16, R.1334-20 et 21 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011) ;  
 Arrêtés du 12 décembre 2012 ;

A	INFORMATIONS GENERALES		
A.1	DESIGNATION DU BATIMENT		
Nature du bâtiment : <b>Maison individuelle</b> Cat. du bâtiment : <b>Habitation (Maisons individuelles)</b> Nombre de Locaux : <b>4</b> Etage : <b>R+2</b> Numéro de Lot : <b>SO</b> Référence Cadastre : <b>F828/829</b> Date du Permis de Construire : <b>1900</b> Adresse : <b>4 place de la Chevalerie</b> <b>26460 BOURDEAUX</b>		Escalier : <b>SO</b> Bâtiment : <b>SO</b> Porte : <b>SO</b>	Propriété de: <b>SUCCESSION BERTINO Guy</b> <b>4 Place de la Chevalerie</b> <b>26460 BOURDEAUX</b>
A.2	DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE		
Nom : <b>SUCCESSION BERTINO Guy</b> Adresse : <b>4 Place de la Chevalerie</b> <b>26460 BOURDEAUX</b> Qualité : <b>Propriétaire</b>		Documents fournis : <b>Néant</b> Moyens mis à disposition : <b>Néant</b>	
A.3	EXECUTION DE LA MISSION		
<b>Rapport N° : SUCCESSION BERTINO 14.04.23 A</b> <b>Le repérage a été réalisé le : 14/04/2023</b> <b>Par : FEDELE Thomas</b> N° certificat de qualification : <b>CPDI5920</b> Date d'obtention : <b>08/04/2021</b> Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : <b>I.Cert</b> <b>Espace Performance</b> <b>35760 SAINT-GRÉGOIRE</b> Date de commande : 14/04/2023		Date d'émission du rapport : <b>14/04/2023</b> Accompagnateur : <b>Aucun</b> Laboratoire d'Analyses : <b>Agence ITGA Aix</b> Adresse laboratoire : <b>ArteParc - Bâtiment E Route de la Côte d'Azur - CS n° 30012 13590 MEYREUIL</b> Numéro d'accréditation : <b>1-1029</b> Organisme d'assurance professionnelle : <b>GAN ASSURANCE IARD</b> Adresse assurance : <b>8-10 rue d'Astorg 75008 PARIS - 8EME</b> N° de contrat d'assurance : <b>121.334.422</b> Date de validité : <b>30/06/2023</b>	
B	CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR		
Signature et Cachet de l'entreprise 		<b>Date d'établissement du rapport :</b> <b>Fait à MONTÉLIMAR le 14/04/2023</b> <b>Cabinet : LOGIEXPERT</b> <b>Nom du responsable : FEDELE Thomas</b> <b>Nom du diagnostiqueur : FEDELE Thomas</b>	

*Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.*

**C SOMMAIRE**

<b>INFORMATIONS GENERALES .....</b>	<b>1</b>
DESIGNATION DU BATIMENT .....	1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE .....	1
EXECUTION DE LA MISSION .....	1
<b>CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR .....</b>	<b>1</b>
<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>CONCLUSION(S).....</b>	<b>3</b>
LISTE DES LOCAUX NON VISITES ET JUSTIFICATION .....	3
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION .....	3
<b>PROGRAMME DE REPERAGE .....</b>	<b>4</b>
LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20).....	4
LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ( ART R.1334-21).....	4
<b>CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE .....</b>	<b>5</b>
<b>RAPPORTS PRECEDENTS.....</b>	<b>5</b>
<b>RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE .....</b>	<b>6</b>
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION .....	6
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE .....	7
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR .....	7
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE .....	7
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....	7
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13/9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE) .....	8
COMMENTAIRES.....	8
<b>ELEMENTS D'INFORMATION .....</b>	<b>8</b>
<b>ANNEXE 1 – CROQUIS.....</b>	<b>9</b>
<b>ATTESTATION(S).....</b>	<b>12</b>

## D CONCLUSION(S)

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

### Liste des locaux non visités et justification

N° Local	Local	Justification
14	Toiture	Toiture non accessible (absence de fenêtre de toit)

La mission décrite sur la page de couverture du rapport n'a pu être menée à son terme : des investigations complémentaires devront être réalisées.

Les obligations réglementaires du propriétaire prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 des arrêtés du 12 décembre 2012

### Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

**E PROGRAMME DE REPERAGE**

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

**Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20)**

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

**Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ( Art R.1334-21)**

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

## F CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage : 14/04/2023

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon la liste citée au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs c'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Procédures de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

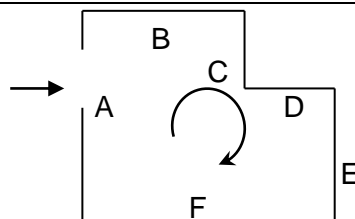
Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de cotation en annexe.

Sens du repérage pour évaluer un local :



## G RAPPORTS PRECEDENTS

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

**H RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE**
**LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION**

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
1	Cave	1er SS	OUI	
2	Entrée/séjour	RDC	OUI	
3	Escalier	RDC	OUI	
4	Cuisine	RDC	OUI	
5	palier	1er	OUI	
6	WC n°2	1er	OUI	
7	Chambre	1er	OUI	
8	Salle d'eau	1er	OUI	
9	degagement n°1	1er	OUI	
10	degagement n°2	1er	OUI	
11	Combles ammenagé n°1	1er	OUI	
12	Combles ammenagé n°2	1er	OUI	
13	Façade extérieure		OUI	
14	toiture		NON	Toiture non accessible (absence de fenêtre de toit)
15	WC n°1	RDC	OUI	
16	Balcon/escalier extérieur	RDC	OUI	

**DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE**

N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Revêtement
1	Cave	1er SS	Mur	A, B, C, D	pierres
			Plafond	Plafond	voutain pierres/hourdis beton
			Plancher	Sol	terre battue
			Conduit de fluide	B	PVC
2	Entrée/séjour	RDC	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Bois
			Plancher	Sol	Carrelage
3	Escalier	RDC	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Bois
			Volée de marche	Sol	Bois
4	Cuisine	RDC	Mur	A, B, C, D	Peinture/Faïence
			Plafond	Plafond	Bois
			Sol	Sol	Carrelage
			Conduit de fluide	A	PVC
5	palier	1er	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Bois
6	WC n°2	1er	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Bois
			Sol	Sol	Linoleum
			Conduit de fluide	B	PVC
7	Chambre	1er	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Bois
			Sol	Sol	Linoleum
8	Salle d'eau	1er	Mur	A, B, C, D	Peinture/Faïence
			Plafond	Plafond	Bois
			Sol	Sol	Linoleum
			Conduit de fluide	C	PVC
9	degagement n°1	1er	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Peinture
			Sol	Sol	Linoleum
			Conduit de fluide	A	PVC
10	degagement n°2	1er	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Bois
			Sol	Sol	Linoleum
11	Combles aménagé n°1	1er	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Bois
			Sol	Sol	Bois
12	Combles aménagé n°2	1er	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Bois
			Sol	Sol	Bois
13	Façade extérieure		Mur	A, B, C, D	Pierres peintes
			Conduit de fluide	A	ZINC
15	WC n°1	RDC	Mur	A, B, C, D	Peinture
			Plafond	Plafond	Bois
			Sol	Sol	Carrelage
			Conduit de fluide	B	PVC
16	Balcon/escalier extérieur	RDC	Sol	Sol	beton

**LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR**

Néant

**LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE**

Néant

**LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.**

Néant

Amiante

**RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)**

Néant

**LEGENDE**

<b>Présence</b>	<b>A</b> : Amiante	<b>N</b> : Non Amianté	<b>a?</b> : Probabilité de présence d'Amiante
<b>Etat de dégradation des Matériaux</b>	<b>F, C, FP</b>	<b>BE</b> : Bon état	<b>DL</b> : Dégradations locales
	<b>Autres matériaux</b>	<b>MND</b> : Matériau(x) non dégradé(s)	<b>MD</b> : Matériau(x) dégradé(s)
<b>Obligation matériaux de type Flocage, calorifugeage ou faux-plafond</b> (résultat de la grille d'évaluation)	<b>1</b> Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation		
	<b>2</b> Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement		
	<b>3</b> Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement		
<b>Recommandations des autres matériaux et produits.</b> (résultat de la grille d'évaluation)	<b>EP</b> Evaluation périodique		
	<b>AC1</b> Action corrective de premier niveau		
	<b>AC2</b> Action corrective de second niveau		

**COMMENTAIRES**

**Maison de village ancienne mitoyenne subdivisée en 2 logements distincts.**

**L'escalier intérieur desservant actuellement ces 2 logements a été exclu du présent repérage, conformément à la mise en copropriété du 13/11/2020.**

**Pas de pré visite dans le cadre de cette mission.**

**La toiture n'est pas accessible et par conséquent la nature du conduit de ventilation visible depuis le RDC ne peut pas être déterminée (absence de fenêtre de toit).**

**I ELEMENTS D'INFORMATION**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org)



**ANNEXE 1 – CROQUIS**

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				Adresse de l'immeuble :	4 place de la Chevalerie 26460 BOURDEAUX
N° dossier :	SUCCESSION BERTINO 14.04.23				
N° planche :	1/3	Version : 0	Type : Croquis		
Origine du plan :	Cabinet de diagnostics			Bâtiment – Niveau :	Croquis N°1

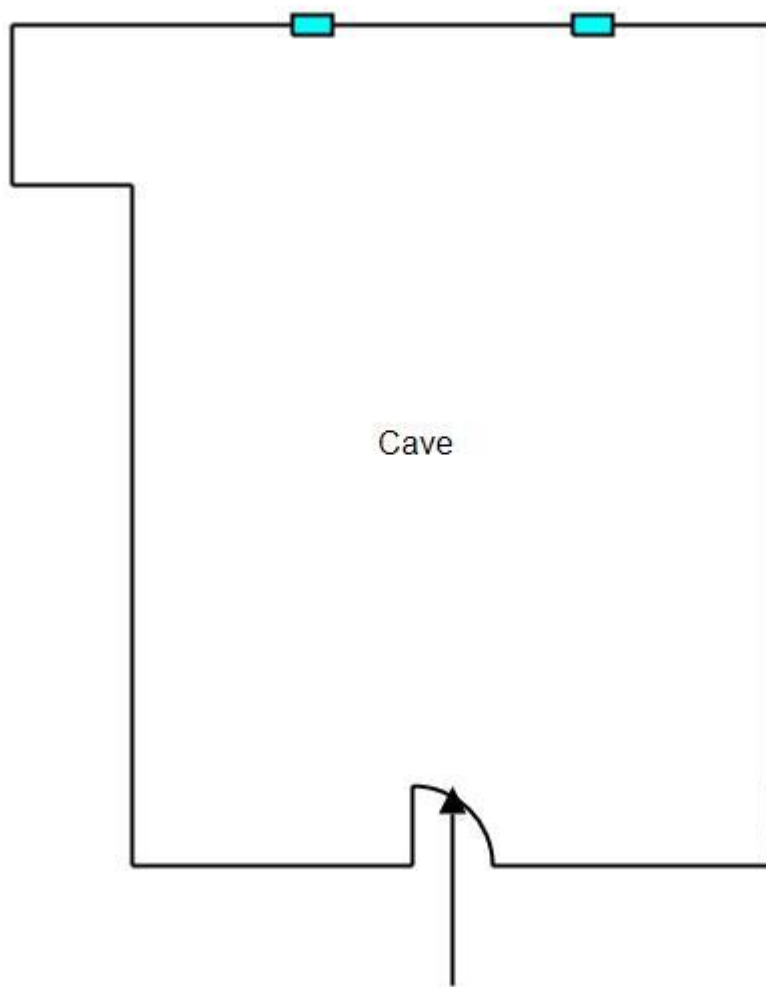


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				Adresse de l'immeuble : 4 place de la Chevalerie 26460 BOURDEAUX
N° dossier :	SUCCESSION BERTINO 14.04.23			
N° planche :	2/3	Version : 0	Type : Croquis	
Origine du plan :	Cabinet de diagnostics			Bâtiment – Niveau : Croquis N°2

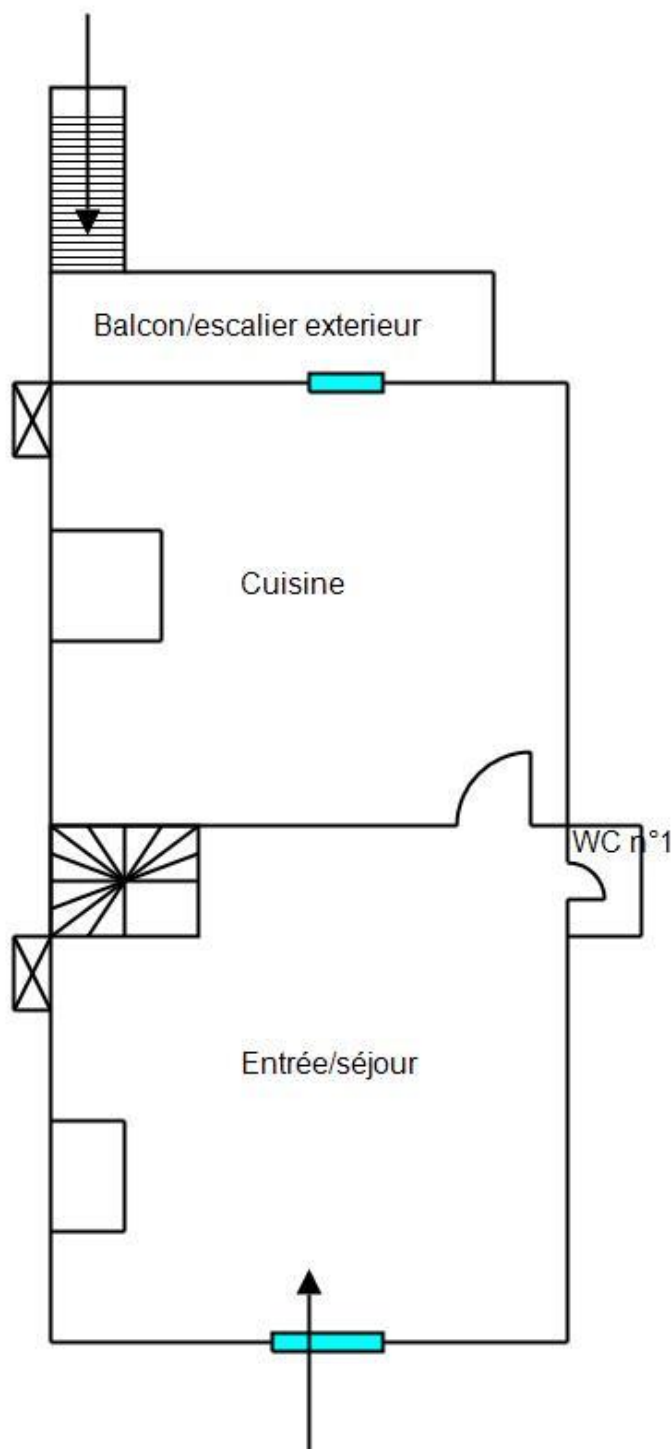
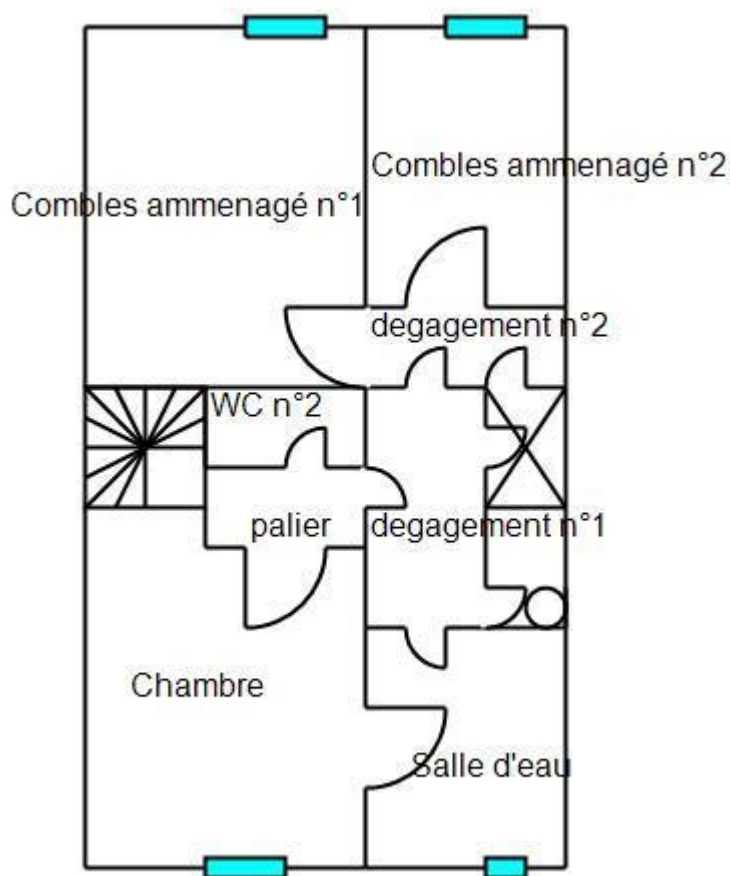


PLANCHE DE REPERAGE USUEL					
N° dossier :	SUCCESSION BERTINO 14.04.23			Adresse de l'immeuble :	4 place de la Chevalerie 26460 BOURDEAUX
N° planche :	3/3	Version :	0		
		Type :	Croquis		
Origine du plan :	Cabinet de diagnostics			Bâtiment – Niveau :	Croquis N°3



**ATTESTATION(S)**



**ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE  
DIAGNOSTIQUEURS IMMOBILIERS**

**ATTESTATION D'ASSURANCE**

La Compagnie d'Assurance, **GAN ASSURANCES**, dont le Siège Social est situé au 8-10, RUE D'ASTORG – 75383 PARIS CEDEX 08, atteste que :

Nom ou raison sociale : LOGIEXPERT THOMAS FEDELE  
Adresse ou Siège Social : 26 rue Ludwig Van Beethoven  
26200 MONTÉLIMAR

est titulaire d'un contrat d'assurance n°26560994 0002, à effet du 15/07/2021, par l'intermédiaire de  
AGENCE VERSAILLES CENTRE, garantissant la Responsabilité Civile Professionnelle dans le cadre de ses  
activités de **Diagnosticteurs immobiliers**.

Ce contrat est conforme aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur en France notamment :

- à l'Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 modifiée,
- et aux dispositions du Décret n°2006-114 du 5 septembre 2006.

Il est entendu que la garantie n'est effective que pour les personnes physiques certifiées ou morales  
employant des personnes physiques certifiées ou constituées de personnes physiques certifiées.

La présente attestation est valable du 01/07/2022 au 30/06/2023 à 24 heures.

La présente attestation ne constitue qu'une présomption de garantie. Elle ne peut engager la  
Compagnie en dehors des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à VERSAILLES le 10/06/2022  
Vincent TAZZEBERDARD  
Pour GAN ASSURANCES  
10, Rue André Chenier  
75000 Paris  
Tél : 01 39 50 06 25  
E-mail : versailles-centre@gan.fr

Gan Assurances - Compagnie française d'assurances et de réassurances - Société anonyme au capital de 193 107 400 euros - RCS Paris 542 063 797 - APE : 6512Z  
Tél. : 01 70 94 20 00 - www.gan.fr  
Gan Assurances distribue les produits de Groupama Gan Vie - Société anonyme au capital de 1 371 100 605 euros (entièrement versé) - RCS Paris 340 427 616 - APE : 6511Z  
Sièges sociaux : 8-10, rue d'Astorg - 75383 Paris Cedex 08  
Entreprises régies par le Code des assurances et soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) - 61, rue Tailbout 75436 Paris Cedex 09

3370 A 2018-02018

## CERTIFICAT DE QUALIFICATION



### Certificat de compétences Diagnosticqueur Immobilier

N° CPDI 5920 Version 002

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur FEDELE Thomas**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante sans mention	Amiante Sans Mention Date d'effet : 08/04/2021 - Date d'expiration : 07/04/2028
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 26/02/2021 - Date d'expiration : 25/02/2028
Energie sans mention	Energie sans mention Date d'effet : 07/04/2021 - Date d'expiration : 06/04/2028
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 24/02/2021 - Date d'expiration : 23/02/2028
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 26/02/2021 - Date d'expiration : 25/02/2028
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 24/02/2021 - Date d'expiration : 23/02/2028

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.  
Edité à Saint-Grégoire, le 04/05/2021.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 3 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 20 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 3 juillet 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

**I.Cert**  
Institut de Certification

Certification de personnes  
Diagnosticqueur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

**cofrac**  
ACCREDITATION  
NF 44002  
PORTÉE  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

CPE DI DR 11 rev17